

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



REGLEMENTATION DE BOISEMENT COMMUNE DE LA PIERRE



Maîtrise d'ouvrage : Conseil départemental de l'Isère

Réalisation : Safer Rhône-Alpes

En collaboration avec : Chambre d'Agriculture de l'Isère

Septembre 2016

MAITRISE D'OUVRAGE

Conseil départemental de l'Isère

Service Habitat et gestion de l'espace
Direction de l'Aménagement des territoires
9 rue Jean Bocq
BP 1096
38022 Grenoble Cedex 1

Dossier suivi par **Delphine Stoppiglia**
04 76 00 33 03
delphine.stoppiglia@cg38.fr

REALISATION

Safer Rhône-Alpes

Département Etudes et Développement
23 rue Jean Baldassini
69364 Lyon Cedex 07

Dossier suivi par **Marc Gaillet**
04 72 76 13 10
mgaillet@saferral.com

COTRAITANCE

Chambre d'Agriculture de l'Isère

Service environnement / aménagement du territoire
40 avenue Marcelin Berthelot
BP 2608
38 036 Grenoble

Dossier suivi par **Jean-Sylvain Goutelle**
04 76 20 67 14
jeansylvain.Goutelle@isere.chambagri.fr

TABLE DES MATIERES

Introduction.....	7
1 Présentation générale.....	8
1.1- Description générale	8
1.1-1. L'origine du projet	8
1.1-2. La conduite de démarche	8
2.1- Le projet proposé par la CCAF	10
2.1-1. Le plan de zonage	10
2.1-2. Le règlement.....	10
2 Etat initial.....	13
2.1-1. Inventaires environnementaux	13
2.1-2. Les Espaces naturels sensibles	14
2.1-3. Les corridors biologiques.....	15
2.2- Les risques naturels	17
2.3- Les captages d'eau potable	18
2.4- L'environnement patrimonial et paysager	18
2.5- Autres thématiques	18
3. Solutions de substitution	18
4. Exposé des motifs	20
4.1- Orientations générales	20
4.2- Cas particuliers vis-à-vis des enjeux identifiés	21
5. Exposé des effets probables	21
6. Mesures prises pour éviter, limiter, voire compenser les effets négatifs sur l'environnement	21
7. Indicateurs de suivi	21
8 Choix de la méthode utilisée	22
9 Résumé non technique	22

INTRODUCTION

Le décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation environnementale de certains plans et programmes ayant une incidence sur l'environnement, qui modifie le Code de l'Environnement (Art. R 122-17 et suiv.), est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2013. Il prévoit que les réglementations de boisement prévues par l'article L126-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime fassent l'objet d'une évaluation environnementale, et définit le Préfet de Département comme Autorité Administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement.

La réglementation de boisement est une procédure d'aménagement foncier définie aux articles L126-1 et suiv. du Code Rural et de la Pêche Maritime qui vise à « [...] *favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et [à] assurer la préservation des milieux naturels et la préservation des paysages remarquables* [...] ».

Comme les autres procédures d'aménagement foncier, la réglementation de boisement est de la compétence des Conseils départementaux (Loi de Développement de Territoires Ruraux de 2005).

La réglementation de boisement définit les « *zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières ou (dans lesquelles) la reconstitution après coupe rase peuvent être interdits ou réglementés* ». Par extension, tous les terrains où les boisements ou reboisements ne sont ni interdits ni réglementés sont inscrits dans un périmètre dit « libre » au boisement.

Lorsqu'elles s'appliquent à des terrains déjà boisés, les interdictions et réglementations ne peuvent concerner que des parcelles boisées isolées ou rattachées à un massif dont la superficie est inférieure à un seuil de surface par grande zone forestière homogène défini par le Conseil départemental.

Dans son document de cadrage pour la réglementation et la protection des boisements du 13 mars 2015, le Conseil départemental de l'Isère a fixé ces seuils, pour l'ensemble du territoire départemental à :

- 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves de plus de 20 mètres de large,
- 4 ha pour tous les autres peuplements.

La procédure est conduite par une Commission Communale ou Intercommunale d'Aménagement Foncier, présidée par un Commissaire enquêteur et dont le Conseil départemental assure le secrétariat. Cette commission est composée de représentants de différents collèges nommés par la Commune, la Chambre départementale d'agriculture, le Conseil départemental (propriétaires de biens fonciers non bâtis, exploitants agricoles, propriétaires forestiers, personnes qualifiées pour la protection de la nature), ainsi que de représentants du Conseil municipal, du Conseil départemental et de la Direction des Finances Publiques.

1 PRESENTATION GENERALE

1.1- Description générale

1.1-1. L'origine du projet

La procédure de révision de la réglementation de boisement a été initiée par la Commune de La Pierre qui en a fait la demande au Conseil départemental de l'Isère, suite à une délibération du Conseil municipal en date du 9 avril 2014.

Il s'agit de réviser la réglementation actuellement en vigueur, datant du 16/07/2004. En effet, l'arrêté préfectoral instaurant cette réglementation a fixé à 10 ans la durée de validité du périmètre interdit. Depuis juillet 2014, le périmètre interdit est donc devenu périmètre réglementé.

1.1-2. La conduite de démarche

La Commission Communale d'Aménagement Foncier s'est réunie en Mairie de La Pierre pour la première fois le 30 juillet 2015. Cette réunion a été l'occasion pour le Conseil départemental et le prestataire chargé d'accompagner les travaux de la CCAF (groupement d'études Safer Rhône-Alpes / Chambre d'Agriculture de l'Isère) de rappeler le fondement de la démarche et les différentes étapes de sa mise en œuvre.

La CCAF a demandé au Conseil départemental d'édicter des mesures conservatoires (tel que prévu à l'article R126-7 du Code rural et de la pêche maritime) pendant la période de révision de la réglementation. Ces mesures consistent à interdire de nouveau tout boisement dans le périmètre interdit de la précédente réglementation.

Au cours de cette réunion, une sous-commission a été instituée, composée de membres de la CCAF (représentants d'exploitants agricoles, de propriétaires forestiers, de propriétaires fonciers et d'élus), chargée de suivre les travaux du prestataire et de préparer les futures réunions de la CCAF.

Cette sous-commission s'est réunie 3 fois entre la première et la deuxième réunion de la CCAF :

Le 8 septembre 2015

- Travail de détermination des massifs boisés de plus de 4 ha (et de plus de 0.5ha pour la forêt alluviale) sur le territoire de la commune ;
- Localisation des sièges d'exploitation et des bâtiments agricoles ;
- Préparation du diagnostic communal : exposé des thématiques à traiter, références bibliographiques, personnes ressources.

Le 03 mars 2016

- Validation de la trame du diagnostic communal et des principaux enjeux ayant trait aux boisements ;
- Validation de la doctrine retenue pour déterminer le caractère boisé ou non d'une parcelle et terminer le repérage des massifs boisés de plus de 4ha et des boisements alluviaux de plus de 0.5 ha qui seront *de facto* dans le périmètre libre au boisement, conformément à la délibération de cadrage du Département.

En l'absence de toute définition légale d'une parcelle boisée, le choix a été fait de s'appuyer sur la législation en vigueur en matière d'autorisation de défrichement : lorsqu'une parcelle était susceptible d'être défrichée sans autorisation, elle a été exclue des massifs boisés constitués.

- Réflexion sur les orientations de la future réglementation, zonage et projet de règlement.

Le 30 juin 2016

- Proposition des périmètres et du règlement qui seront présentés à la CCAF.

Parallèlement aux réunions de la sous-commission, le prestataire a procédé à un certain nombre de visites de terrain et de rencontres avec les acteurs du territoire (élus, agriculteurs, forestiers et propriétaires fonciers, personnes intéressées au titre de la protection de l'environnement) pour, notamment :

- affiner le classement des parcelles incluses ou attenantes à un massif boisé,
- valider les enjeux liés aux boisements,
- recueillir les souhaits de chacun concernant la future réglementation.

La Commission Communale d'Aménagement Foncier s'est de nouveau réunie le 26 juillet 2016 en Mairie de La Pierre et a proposé au Conseil départemental son projet de réglementation de boisement pour la commune de La Pierre.

2.1- Le projet proposé par la CCAF

2.1-1. Le plan de zonage

Cf. carte et liste des parcelles en annexe

Les grands principes ayant conduit à l'adoption de ce zonage sont les suivants :

Conformément à la délibération de cadrage prise par le Conseil départemental, les massifs boisés de plus de 4 ha (0.5 ha en forêt alluviale) et constitués depuis plus de 20 ans, sont classés dans **le périmètre libre au boisement**. Cette zone concerne essentiellement la forêt alluviale de l'Isère et les contreforts de Belledonne. La reconstitution de ces boisements après une éventuelle coupe rase ne pourra donc pas être remise en cause.

L'ensemble des parcelles boisées classées en Espace Boisé Classé (EBC) au document d'urbanisme ont également été intégrées en périmètre libre de boisement.

Les versants boisés des ruisseaux descendant des coteaux et les abords du Château, également boisés mais ne constituant pas un massif de plus de 4 ha, ont aussi été classés en périmètre libre de boisement.

La volonté de protéger les espaces agricoles de la plaine de l'Isère (entre la forêt alluviale et la RD 523) a été réaffirmée, et a conduit au classement de ces terrains dans **le périmètre interdit**. De même, les espaces urbanisés ou à urbaniser aux documents d'urbanisme ont-ils été classés dans ce périmètre interdit.

Les espaces agricoles des coteaux, dont le rôle a été souligné, tant sur un plan agricole qu'environnemental et paysager, ont aussi été classés en périmètre interdit de boisement.

Le **périmètre réglementé** concerne :

- les parcelles anciennement boisées entre la rivière Isère et la voie ferrée, et ayant fait l'objet d'une coupe rase il y a moins de cinq ans ;
- les parcelles boisées situées entre la voie ferrée et la RD 523, constituant un tènement de 1.5 ha planté en noyers noirs d'une part, et un tènement de 1 ha planté en peupliers d'autre part.

2.1-2. Le règlement

Le règlement du périmètre réglementé a été établi conformément aux prescriptions de la délibération de cadrage du Conseil départemental.

En cas de boisement ou de reboisement, les distances de recul vis-à-vis des fonds voisins proposées sont, quelles que soient les essences :

- pour les fonds agricoles voisins non boisés, un **recul de 18m** par rapport à la limite de la parcelle,
- pour les cours d'eau, un **recul de 4m** par rapport au sommet de la berge, et 24 m par rapport à l'axe des cours d'eau qui divaguent,
- par rapport à la voirie publique : la distance minimale de recul à respecter est **de 2m** par rapport à la limite du domaine public¹, hors chemins ruraux (les distances de recul pouvant être appliquées vis-à-vis des chemins ruraux ne relèvent pas de la réglementation de boisement, mais des articles D.161-22 et D. 161-24 du Code rural et de la pêche maritime. Ce point sera précisé dans la réglementation future),

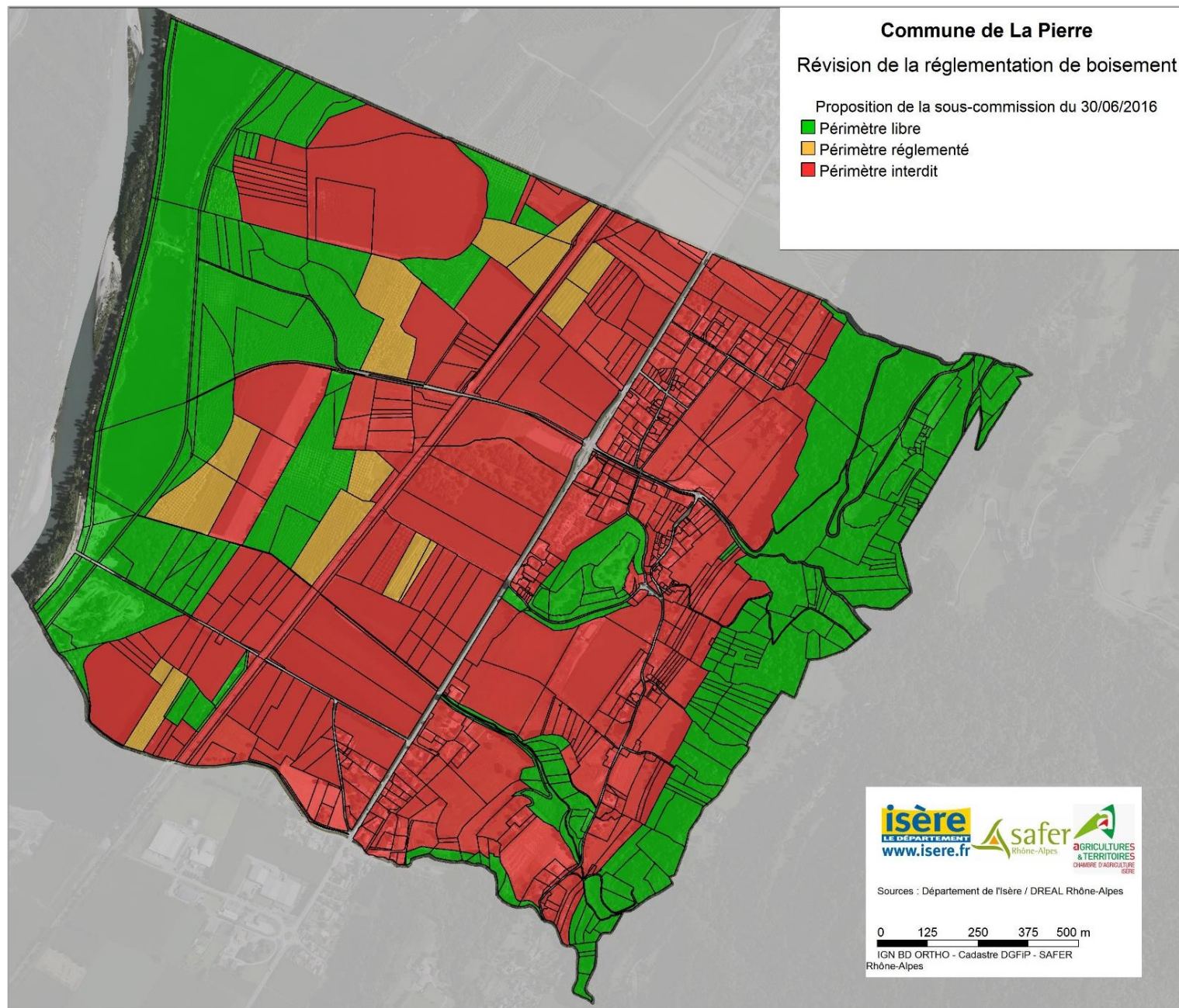
¹ La distance relative à la voirie prévue dans la délibération cadre n'est pas une distance minimale mais une distance fixe, notamment parce que le Département ne dépasse pas 2 m dans son règlement de voirie (distance issue du Code de la voirie routière).

- pour les habitations (par rapport à la limite du bâti) et les zones de loisirs, un **recul de 50m, en cas de boisement, et de 6m en cas de reboisement**.

Par ailleurs, la Commission Communale d'Aménagement Foncier a fait le choix de ne pas proposer d'interdiction d'essences dans le périmètre réglementé, ni de zones prédéfinies pour l'implantation de taillis à courte ou très courte rotation.

Enfin, en vertu d'usages locaux, la Commission Communale d'Aménagement Foncier souhaite rappeler que :

- concernant les noyers à fruits : « conformément aux usages locaux admis dans le département, les noyers à fruits seront toutefois autorisés dans les périmètres interdits et réglementés avec un recul minimal de six mètres vis-à-vis des fonds voisins ».
- concernant la replantation de parcelles déjà boisées : il est d'usage localement de respecter une distance de recul pour les parcelles faisant l'objet d'un reboisement, vis-à-vis des fonds agricoles voisins et des voiries.
- Concernant les haies et plantations linéaires en périmètre interdit : il est rappelé que les haies champêtres (haies libres, haies taillées, petits brise-vent) et les alignements sont exclus de la réglementation de boisement.



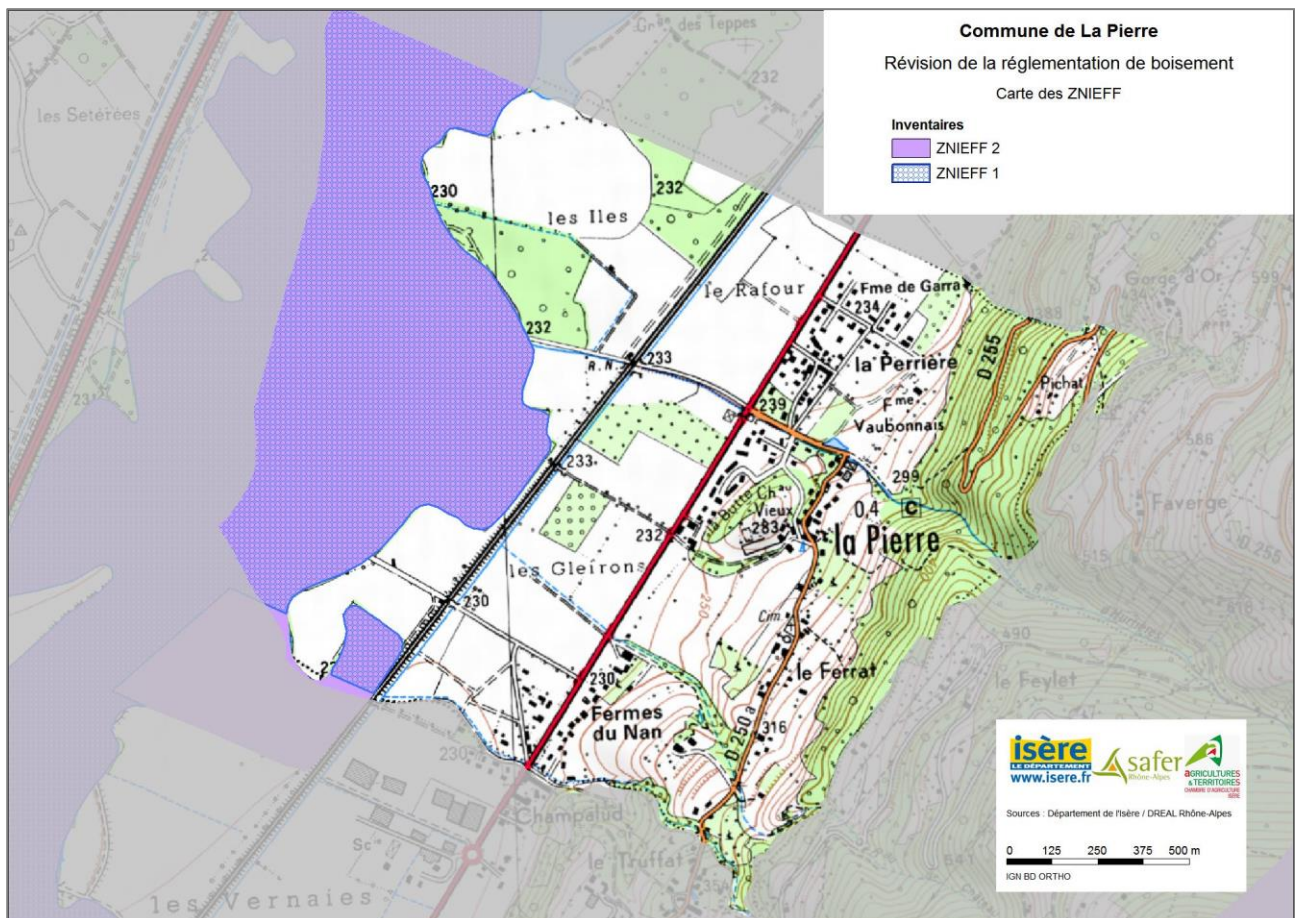
Proposition de zonage – Réglementation de boisement - Commune de LA PIERRE

2 ETAT INITIAL

2.1-1. Inventaires environnementaux

Des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) ont été recensées (et réactualisées) sur la commune de La Pierre. Certaines sont de type I (secteur en général de superficie assez limitée, où sont présents des animaux ou des milieux rares remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional) et d'autres de type II (grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, prenant en compte les fonctionnalités des milieux à plus grande échelle).

Sur la commune de La Pierre, ont été recensées 2 ZNIEFF, une de type 1 et une de type 2, qui sont superposées.



Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

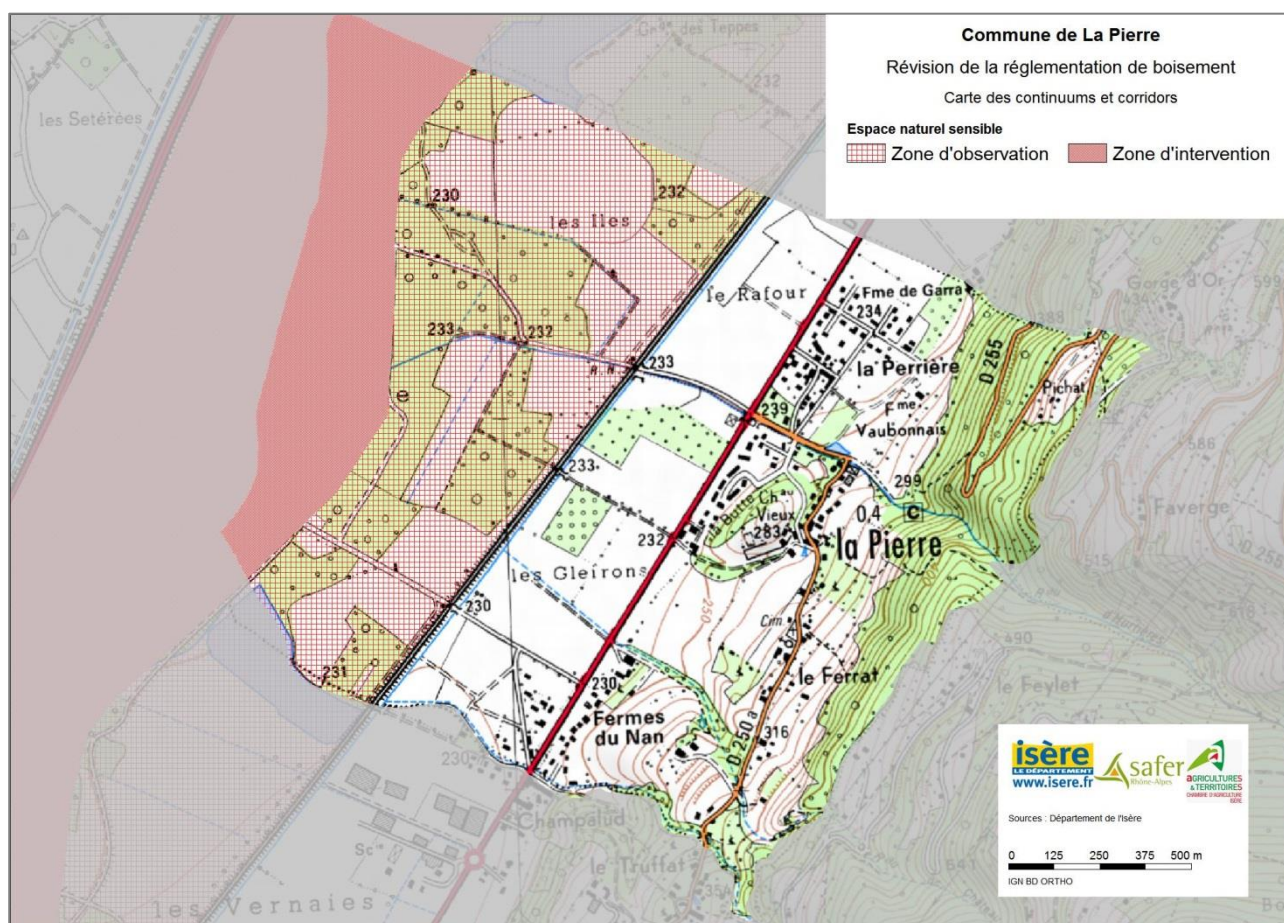
Est identifiée au titre des ZNIEFF de type I la zone des « Boisements alluviaux de l'Isère, de Pontcharra à Villard-Bonnot » (ZNIEFF n°38190002). Cette ZNIEFF d'une surface totale de 1 337 ha, s'étend notamment sur la commune de La Pierre. Ce site localisé dans la plaine du Grésivaudan au contact de l'Isère se décompose en plusieurs secteurs mais constitue un ensemble naturel unique. L'abondance de la végétation arbustive et lianoïde, la diversité des essences et la grande superficie concernée, sont autant de facteurs favorables à l'accueil des oiseaux dans cet important couloir migratoire qu'est la vallée du Grésivaudan, mais également à la conservation des espèces animales et végétales inféodés à ce type d'habitat. Il convient également de souligner la présence d'espèces végétales protégées sur les berges sablonneuses de l'Isère et dans certaines zones humides de la forêt.

La ZNIEFF de type II recensée sur le territoire est « La zone fonctionnelle de la rivière Isère entre Cévens et Grenoble » (ZNIEFF n°3819), qui concerne des communes de Savoie et de l'Isère, dont La Pierre. Elle intègre l'ensemble fonctionnel formé par le cours moyen de l'Isère, ses annexes fluviales et les zones humides voisines. Les nombreux marais subsistant à proximité de la rivière, ainsi que certains milieux proprement fluviaux présentent une flore palustre ou aquatique riche et diversifiée (Rossolis à longues feuilles, Epipactis du Rhône, Nivéole d'été, Samole de Valerand, Petite Massette...). La faune demeure extrêmement diversifiée tant en ce qui concerne les mammifères (Castor d'Europe, nombreux chiroptères...) que les insectes (Grand Capricorne, papillon Cuivré des marais, très grande richesse en libellules), les reptiles (Couleuvre d'Esculape...) ou les poissons (Epinoche, Lamproie de Planer, Ombre commun...).

Le site est également concerné par une importante nappe phréatique. L'ensemble exerce à la fois des fonctions de régulation hydraulique (champs naturels d'expansion des crues) et de protection de la ressource en eau.

2.1-2. Les Espaces naturels sensibles

Des Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont en cours d'instauration par le Conseil départemental de l'Isère, notamment sur le territoire de la commune de La Pierre, intitulés « Forêts alluviales du Grésivaudan ». Ils concernent pour l'un (ENS dit « d'intervention ») les abords immédiats de la rivière Isère, et pour l'autre (ENS dit « d'observation »), un périmètre plus élargi intégrant les zones d'expansion des crues de la rivière.

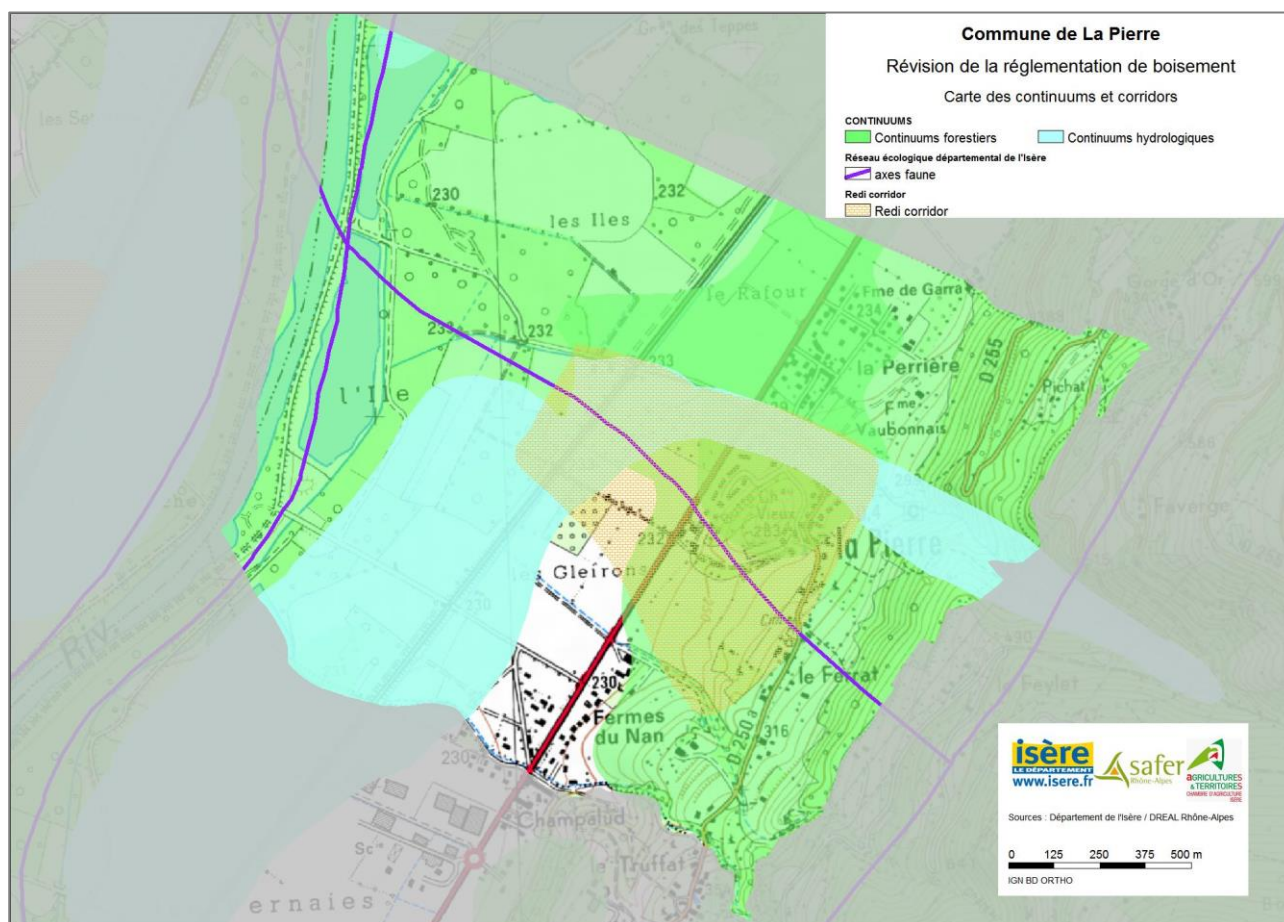


Espaces naturels sensibles

2.1-3. Les corridors biologiques

La logique de corridors et de réseaux écologiques est également mise en avant dans la vallée du Grésivaudan (dont la commune de La Pierre), avec notamment :

- le **Réseau écologique du Département de l'Isère (REDI)**, issu d'un travail de modélisation théorique de la structure paysagère, des biotopes remarquables, des continuums et des corridors, qui permet de visualiser l'ensemble des réservoirs dits prioritaires, les espaces protégés au niveau national, les continuums de type forestier, aquatique et prairie thermophile. Il permet également de tracer les différents axes de déplacement de la faune et apporte ainsi des informations sur les obstacles et points de conflit observés sur le terrain.
- la **Trame verte et bleue**, issue du Grenelle de l'Environnement, vise à la préservation et à la restauration des continuités écologiques au sein d'un réseau fonctionnel, aussi bien terrestre (trame verte) qu'aquatique (trame bleue), afin d'enrayer le déclin de la biodiversité.



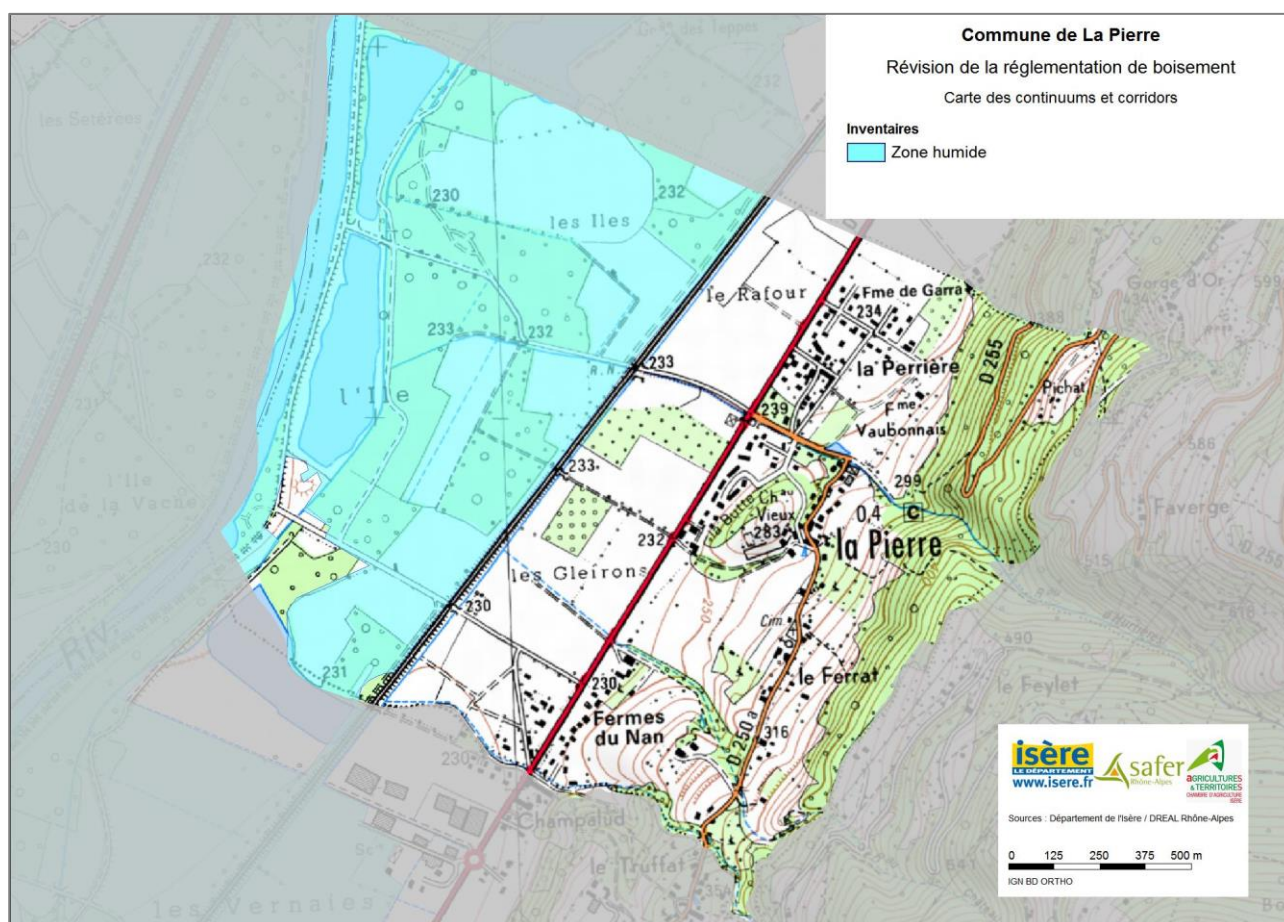
*Cartographie des continuums et corridors
Réseaux Ecologiques du Département de l'Isère (REDI)*

Les continuités mises en avant dans les deux cas doivent donc être préservées, notamment dans le cadre de la réglementation de boisement. Il s'agit notamment :

- de préserver les continuums boisés qui servent de couloir de déplacements pour la faune entre le massif de Belledonne d'une part et la forêt alluviale de l'Isère d'autre part ;

- de préserver également les zones humides situées en plaine, lesquelles servent de « relais » dans le déplacement de la faune entre le massif et la vallée ;
- de restaurer, lorsque nécessaire, les continuums aquatiques, notamment du point de vue qualitatif,
- de préserver les milieux agricoles extensifs qui peuvent également servir de zone de développement.

Les **zones humides** cartographiées sur la commune de La Pierre se situent dans la plaine de l'Isère et concernent la quasi-totalité des terrains situés entre l'Isère et la voie ferrée (voir carte page suivante).



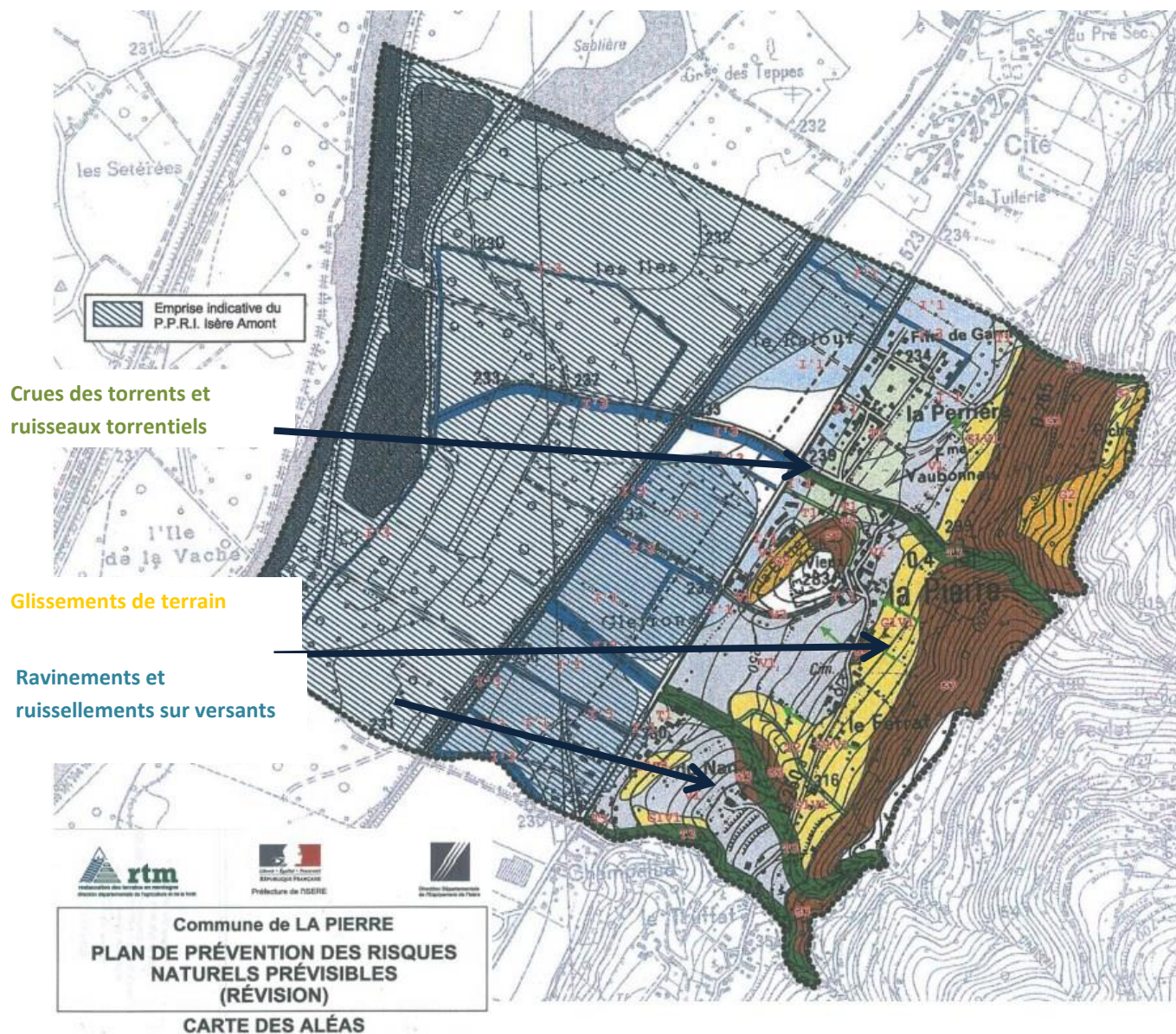
Cartographie des zones humides

La Zone humide des Iles (et, à la marge, celle du Marais de Montfort), située pour partie sur la commune de La Pierre, a été identifiée comme un site environnemental remarquable. Cette zone d'une surface totale de plus de 400 ha, est constituée de nombreuses gravières et de plantations de peupliers, et est bordée par les zones urbanisées. Son intérêt réside tant dans ses fonctions hydrobiologiques (zone d'expansion naturelle des crues, contact avec la nappe alluviale de l'Isère, présence de la forêt alluviale, fonction d'épuration) que biologiques (fonction d'habitat pour les populations animales et végétales, présences d'espèces patrimoniales, continuum biologique, étape migratoire et axe de passage de la faune).

2.2- Les risques naturels

De par sa situation entre la rivière Isère et les contreforts de Belledonne, la commune de La Pierre est soumise à différents risques naturels :

- Le risque d'inondation de l'Isère, pour lequel l'Etat a établi un Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRI) à l'échelle des 29 communes situées à l'amont de Grenoble ; ce PPRI Isère amont a été approuvé le 30 juillet 2007. Ce sont principalement les secteurs compris entre la voir ferrée et la rivière Isère qui sont concernées par ce risque ;
- les inondations (hors inondations par l'Isère) : les inondations de plaine sont généralement liées à l'engorgement des cours d'eau qui descendent des coteaux, comme le ruisseau d'Hurtières, le ruisseau de Château Villin, le ruisseau Bruyant et tous les canaux et fossés les reliant entre eux. Ces inondations se produisent en aval de la RD 523, lorsque la topographie est beaucoup plus douce (zone de plaine). Ils présentent un aléa fort le long de leur lit mineur et faible sur la plupart des parcelles localisées entre eux ;



Carte des risques naturels

- les crues de torrents et ruisseaux torrentiels : ce risque est relevé sur les 4 principaux torrents de la commune, déjà cités ci-dessus pour les inondations de plaine. Ces cours d'eau sont fortement exposés à des instabilités de berges, à des transports solides, ainsi qu'éventuellement à une lave torrentielle, et d'embâcles avec formations de barrages à risque de rupture brutale. L'absence d'entretien des versants boisés des combes augmente actuellement fortement ce risque ;
- les ravinements et ruissellements sur versants : les coteaux sont également concernés par des divagations torrentielles et des ruissellements importants, lors de pluies abondantes et soudaines, ou de pluies durables avec éventuellement fonte rapide du manteau neigeux. Ces phénomènes peuvent générer l'écoulement d'une lame d'eau boueuse, mais peu chargée en matériaux, le long des versants et sur les cônes de déjection hors du lit normal des torrents. Les axes de ruissellements naturels et anthropiques sont nombreux sur la commune (chemins, voiries revêtues) qui récupèrent et concentrent les eaux plus en aval. Ces eaux participent à l'alimentation et à l'aggravation des crues des ruisseaux ;
- le risque de glissement de terrain : ce risque concerne plus particulièrement les terrains en pente ayant une forte teneur en argile, et donc peu perméables. La totalité des versants raides sont concernés par des glissements de terrains ;

2.3- Les captages d'eau potable

Des captages d'eau potable - les captages de Bonnet rouge (supérieur et inférieur) et celui de Touillon - sont implantés sur la commune de La Pierre (à l'est du territoire, près de la commune de Champ-près-Froges). L'eau captée alimente la commune.

La nécessaire préservation de la qualité de la ressource en eau implique une occupation et une valorisation raisonnée des sols autour de ces prélèvements d'eau.

2.4- L'environnement patrimonial et paysager

La commune de La Pierre dispose de deux périmètres de protection des sites et monuments historiques : l'un concerne le Château, l'autre le Manoir de Veaubeaunais, qui bénéficie d'un point de vue depuis le village.

Par ailleurs, il est possible d'observer sur la commune de La Pierre, comme sur l'ensemble de la Vallée du Grésivaudan, de beaux panoramas sur le massif de la Chartreuse et sur Belledonne (*cf. carte page suivante*).

Enfin, un certain nombre d'éléments du patrimoine végétal à conserver (arbres remarquables, plantation linéaires) ont été identifiés dans le Plan Local d'Urbanisme.

2.5- Autres thématiques

A titre d'information, les enjeux liés à la réglementation des boisements vis-à-vis des thématiques agricole, forestière ou urbanistique sont développés dans le rapport de la réglementation de boisement.

3. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION

La réglementation de boisement est la seule procédure d'aménagement qui permette, dans une certaine mesure, d'organiser l'occupation de l'espace sur un territoire communal entre les milieux ouverts et les espaces boisés.

4. EXPOSE DES MOTIFS

4.1- Orientations générales

Conformément à la délibération de cadrage prise par le Conseil départemental, les massifs boisés de plus de 4 ha (0.5 ha en forêt alluviale) et constitués depuis plus de 20 ans, sont classés dans **le périmètre libre au boisement**. Cette zone concerne essentiellement la forêt alluviale de l'Isère et les contreforts de Belledonne. La reconstitution de ces boisements après une éventuelle coupe rase ne pourra donc pas être remise en cause.

L'ensemble des parcelles boisées classées en Espace Boisé Classé (EBC) au document d'urbanisme ont également été intégrées en périmètre libre de boisement.

Les versants boisés des ruisseaux descendant des coteaux et les abords du Château, également boisés mais ne constituant pas un massif de plus de 4 ha, ont aussi été classés en périmètre libre de boisement.

La volonté de protéger les espaces agricoles de la plaine de l'Isère (entre la forêt alluviale et la RD 523) a été réaffirmée, et a conduit au classement de ces terrains dans **le périmètre interdit**. De même, les espaces urbanisés ou à urbaniser aux documents d'urbanisme ont-ils été classés dans ce périmètre interdit.

Les espaces agricoles des coteaux, dont le rôle a été souligné, tant sur un plan agricole qu'environnemental et paysager, ont aussi été classés en périmètre interdit de boisement.

Le **périmètre réglementé** concerne :

- les parcelles anciennement boisées entre la rivière Isère et la voie ferrée, et ayant fait l'objet d'une coupe rase il y a moins de cinq ans ;
- les parcelles boisées situées entre la voie ferrée et la RD 523, constituant un tènement de 1.5 ha planté en noyers noirs d'une part, et un tènement de 1 ha planté en peupliers d'autre part.

L'instauration de ce périmètre réglementé présente en outre l'intérêt de doter la réglementation de boisement de la commune de distances de recul qui s'appliqueront à toute la zone interdite si la réglementation n'est pas actualisée dans les 15 ans qui suivront son entrée en vigueur (durée de validité du périmètre interdit fixé dans la délibération de cadrage).

4.2- Cas particuliers vis-à-vis des enjeux identifiés

Les secteurs à risques (inondation, crues, éboulement / glissement de terrain) qui bénéficient d'un couvert boisé sont classés en périmètre libre au boisement.

Les périmètres de protection du captage d'eau potable sont classés dans le périmètre libre : ils peuvent ainsi bénéficier de la protection d'un couvert boisé (limitation de la pollution).

Nota : ce classement n'interdit bien-sûr pas le maintien en état déboisé du périmètre immédiat.

5. EXPOSE DES EFFETS PROBABLES

Concernant les massifs boisés constitués, principalement ceux des contreforts de Belledonne et de la forêt alluviale, l'impact de la réglementation de boisement est nul puisque ces espaces ne peuvent être inclus dans les périmètres réglementés ou interdits.

Par ailleurs, la réglementation proposée permet de maintenir ouverts les espaces présentant un intérêt écologique certain : zones humides dans la plaine ou secteurs de prairies sèches sur les coteaux.

6. MESURES PRISES POUR EVITER, LIMITER, VOIRE COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS SUR L'ENVIRONNEMENT

L'impossibilité de boiser dans le périmètre interdit peut être une contrainte pour la (re)constitution de corridors boisés, entre Belledonne et la forêt alluviale.

Toutefois, ce secteur est d'ores et déjà maillé de parcelles boisées que la réglementation permettra de conserver et de reconstituer. Par ailleurs, ces entités boisées pourront être connectées entre elles par un réseau de haies et alignements boisés qui ne sont pas soumis à la réglementation.

7. INDICATEURS DE SUIVI

L'application de la réglementation de boisement sera suivie au regard :

- du nombre de demandes d'autorisation de boisement déposées par les propriétaires et de la conformité avec le règlement édicté,
- du nombre d'infractions à la réglementation constatées par les services du Conseil départemental (constat, procès-verbal, mise en demeure, travaux d'office),
- de l'évolution des surfaces boisées sur le territoire par analyse des matrices cadastrales et/ou de l'évolution des surfaces agricoles (cadastre, déclarations PAC...),
- des dynamiques d'enfrichement et de boisement spontané dans les périmètres réglementés ou interdits (nombres de mises en demeure et de Déclaration d'Intérêt Général pour travaux exécutés d'office).

8 CHOIX DE LA METHODE UTILISEE

Le présent rapport d'évaluation environnemental a été élaboré concomitamment la réglementation de boisement elle-même.

La procédure d'élaboration ou de révision d'une réglementation de boisement prévoit par nature la prise en compte des enjeux environnementaux du territoire. C'est à ce titre que l'inventaire des enjeux (zonages environnementaux, risques, sanitaire, paysage...) a été effectué, par recherche bibliographique et rencontre avec les acteurs du territoire.

Fort de cet inventaire exhaustif, l'évaluation environnementale s'est attachée à préciser les effets positifs et négatifs potentiels de la réglementation projetée sur l'environnement.

9 RESUME NON TECHNIQUE

La réglementation de boisement est une procédure d'aménagement foncier, décrite aux articles L126-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime, qui vise, à travers la définition de périmètres et d'un règlement adhoc, à « [...] *favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural* et [à] *assurer la préservation des milieux naturels et la préservation des paysages remarquables* [...] ».

La procédure de révision de la réglementation de boisement de la commune de La Pierre a été menée sous l'autorité d'une Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF). Les séances de la CCAF ont été préparées par des travaux en sous-commissions (groupes de travail associant membres de la CCAF et personnes qualifiées).

La réglementation de boisement proposée sur la commune de La Pierre a pour ambition de concilier ces différents objectifs :

- Préserver les espaces agricoles de la plaine, des coteaux et les points du vue depuis cette plaine vers le centre-bourg et les massifs voisins : Chartreuse et Belledonne (périmètre interdit au boisement),
- préserver les boisements constitués : contreforts de Belledonne, forêt alluviale, versants boisés des ruisseaux, espaces boisés classés (périmètre libre),
- affirmer le caractère agricole de la plaine, tout en rendant possible le reboisement des parcelles déjà boisées (périmètre règlementé).

Comme indiqué dans le Code rural et de la pêche maritime, les périmètres et le règlement proposés par la CCAF prennent en compte l'environnement (Cf. tableau ci-après) et s'inscrivent dans le cadre de la délibération de cadrage du Conseil départemental de l'Isère adoptée le 13 mars 2015.

Tableau récapitulatif des incidences du projet de réglementation de boisement sur l'environnement

Thématique	Incidence	Cadre réglementaire	Observations
Milieus naturels remarquables ; faune / flore « Nature ordinaire »	++	Espaces naturels sensibles, ZNIEFF type 1 et 2, inventaire Zones Humides...	Préservation des massifs boisés constitués (forêt alluviale, contreforts de Belledonne) et des milieux ouverts remarquables par un zonage approprié
NATURA 2000	Sans objet	Pas de zone NATURA 2000	
Corridors	+	Réseaux Ecologiques du Département de l'Isère et travaux du CG 38	Prise en compte et préservation des corridors identifiés Possibilité de (re)créer des continuités entre les contreforts de Belledonne et la Plaine
Agriculture	+++	PADD du PLU	Protection des espaces agricoles
Forêt	=	EBC	Pas d'incidence dans les massifs forestiers Possibilité de reconstituer les boisements productifs dans la plaine Pas d'impact sur les EBC : tous les EBC boisés en périmètre libre.
Paysage et cadre de vie	++	PLU	Maintien des espaces ouverts (points de vue depuis et vers le village) Préservation de la mosaïque paysagère et des alternances milieux ouverts / milieux fermés
Urbanisme / Population	++	PLU	Limitation des boisements aux abords des zones urbaines ou à urbaniser
Risques	++	PPRI Isère Amont Autres risques identifiés	Maintien de la forêt alluviale et prise en compte des zones inondables dans la plaine Préservation de la forêt et reconnaissance de son rôle dans la limitation des risques dans les contreforts de Belledonne (éboulements, glissements de terrain, crues torrentielles)
Eau	+	Périmètre de protection de captage	Peu d'incidence sur le périmètre de protection de captage Maintien de la forêt alluviale et reconnaissance de son rôle « d'épuration » des eaux de ruissellement
Air / Bruit / Climat	=		Sans incidence

Légende : +++ répercussions très positives / ++ répercussions positives / + répercussions plutôt positives